

Le changement climatique pose un sérieux défi pour la réalisation des ODD

 [uneca.org/fr/stories/le-changement-climatique-pose-un-serieux-defi-pour-la-realisation-des-odd](https://www.uneca.org/fr/stories/le-changement-climatique-pose-un-serieux-defi-pour-la-realisation-des-odd)

Marrakech, Maroc, le 18 avril 2019 (CEA) - Le changement climatique peut sérieusement entraver les efforts de l'Afrique dans la réalisation des 17 Objectifs de développement durable qui s'attaquent aux problèmes mondiaux, notamment la pauvreté, les inégalités, le climat, la dégradation de l'environnement, la prospérité, la paix et la justice.

La question a été évoquée lors d'un événement parallèle au cinquième Forum régional africain pour le développement durable (FRADD), qui se tient actuellement à Marrakech, au Maroc.

À la lumière des morts et des destructions causées par le Cyclone tropical Idai dans les pays d'Afrique australe (Mozambique, Malawi et Zimbabwe), les pays africains sont instamment priés de prioriser la collecte et l'utilisation d'informations climatologiques en tant que mesures d'alerte rapide pour des infrastructures à l'épreuve du climat et d'autres investissements ainsi que d'adopter des mesures d'urgence qui protégeront la vie humaine et les biens des catastrophes induites par le climat.

« Bien que les événements extrêmes soient naturels, le changement climatique aggrave leur occurrence et leurs impacts, comme en témoignent les graves pertes humaines et économiques survenues au Malawi, au Mozambique et au Zimbabwe en mars 2019, dévastés par le Cyclone tropical Idai, qui a touché plus de 2,6 millions de personnes et causé plus de 700 morts », déclare Oliver Chinganya, Directeur du Centre africain pour la statistique, à la Commission économique pour l'Afrique (CEA).

« Le changement climatique aggrave les vulnérabilités existantes et les inégalités structurelles. Sans action mondiale urgente et ambitieuse sur le changement climatique, bien au-delà des engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris, le programme de développement de l'Afrique risque sérieusement d'échouer ».

Bien que l'Afrique ait le moins contribué au changement climatique, il est important de noter qu'en mars 2019, tous les États africains avaient signé l'Accord de Paris qui engage tous les pays à limiter l'augmentation de la température moyenne de la planète de ce siècle à « bien en dessous de 2 degrés Celsius au-dessus des niveaux préindustriels et de poursuivre les efforts pour limiter l'augmentation de la température à 1,5 degrés au-dessus des niveaux préindustriels ».

« Le changement climatique et le développement sont indissociables », indique Chinganya. « Le changement climatique est la conséquence des modes de production et de consommation mondiaux actuels et de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre qui en résulte ».

En mars 2019, quelque 48 pays africains avaient ratifié le pacte mondial et présenté leurs contributions déterminées au niveau national. Selon les données de la CEA, le continent aura besoin d'environ 3 000 milliards de dollars de financement conditionnel et inconditionnel pour respecter ses engagements définis au niveau national.

Mithika Mwenda, qui dirige la coalition de la société civile continentale sur le changement climatique, l'Alliance panafricaine pour la justice climatique (PACJA), appelle à la prise en compte et à l'intégration des mesures relatives au changement climatique dans les politiques, les plans et les stratégies nationaux.

Il prie également la communauté internationale à honorer les engagements pris lors de la 15ème Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Copenhague, en promettant un financement annuel du climat de 100 milliards de dollars.

Le Forum de Marrakech fait remarquer ensuite que l'Accord de Paris offre à l'Afrique une opportunité d'adopter des voies de développement à faible émission de carbone et de tirer profit de ses abondantes ressources en énergies renouvelables pour alimenter la transformation socio-économique.

« Pour les pays développés, le défi consiste à maintenir les niveaux actuels de Produit intérieur brut par habitant tout en luttant contre les inégalités, en adoptant des mesures d'atténuation du changement climatique et en réduisant les émissions », ajoute Chinganya.

Pour l'Afrique, le défi est de savoir comment augmenter la productivité économique pour atteindre un PIB par habitant plus élevé tout en ne laissant personne pour compte sans augmenter ces émissions.

Publié par :

La Section des communications
Commission économique pour l'Afrique
BP 3001
Addis-Abeba (Éthiopie)
Tél. +251 11 551 5826
Adresse électronique : eca-info@un.org